

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3316

[2004/202634]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement de son fonctionnement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 juin 2002 et du 26 août 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 portant nomination des membres de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée;

Vu l'avis rendu par la Commission d'agrément des associations de santé intégrée en sa séance du 21 avril 2004;
Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée, figurant en annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE.

Commission d'agrément des associations de santé intégrée

Règlement d'ordre intérieur

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La Commission d'agrément des associations de santé intégrée est désignée ci-après comme " la Commission ".

Art. 2. La Commission fixe périodiquement le calendrier des réunions ordinaires.

Art. 3. Le secrétariat de la Commission met à la disposition de chaque membre effectif et suppléant un recueil des textes décrétaux et réglementaires applicables aux associations de santé intégrée, ainsi que les circulaires en application; il communique également toute modification y apportée.

Art. 4. L'avis motivé demandé à la Commission par le Ministre est remis, sauf disposition contraire, dans les deux mois sauf si le Ministre a fixé un autre délai.

Sur demande motivée, le Ministre peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe un délai raisonnable.

CHAPITRE II. — *Des convocations*

Art. 5. Compte tenu du calendrier fixé par la Commission et à la demande de la présidence, le secrétariat convoque les membres de la Commission ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Il convoque également toute autre personne désignée par la Commission.

Art. 6. La convocation est adressée aux membres effectifs et suppléants au moins huit jours avant la réunion.

Elle en indique le lieu et l'heure, ainsi que l'ordre du jour.

Elle est accompagnée des notes préparatoires éventuelles pour chacun des points.

S'il n'a pas été expédié auparavant, le procès-verbal de la réunion précédente est joint à la convocation.

Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres.

Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence.

Art. 7. Les membres qui souhaitent obtenir ou communiquer des informations complémentaires quant aux points inscrits à l'ordre du jour, les adressent au secrétariat de la Commission pour diffusion.

CHAPITRE III. — *De la constitution d'un bureau et de son fonctionnement*

Art. 8. § 1^{er}. Il est constitué au sein de la Commission un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions de la Commission et veille à la transmission des propositions ou avis adoptés par la Commission.

Il peut, outre les demandes d'avis du Ministre, formuler lui-même des demandes d'avis et les soumettre à la Commission.

§ 2. Le bureau se compose de la présidence et de la vice-présidence ainsi que de trois membres représentant respectivement les professions paramédicales, les mutualités et les médecins généralistes.

Afin d'assurer la cohérence avec les travaux antérieurs, la présidence de la Commission précédente assiste au bureau, comme invitée permanente.

La vice-présidence assure la présidence des séances en cas d'empêchement de la présidence et en cas d'empêchement également de celle-ci, le membre le plus âgé présent.

§ 3. Sauf impossibilité, le bureau se réunit préalablement à l'assemblée plénière.

Il détermine les modifications de l'ordre du jour qui sont éventuellement proposées à la Commission.

§ 4. Le bureau n'a pas de rôle décisionnel et fonctionne selon le mode du consensus.

En cas de désaccord entre les membres du bureau, la présidence procède à l'arbitrage.

Art. 9. Les deux représentants de l'administration sont invités aux réunions du bureau.

Siège également au bureau un représentant désigné par le Ministre qui a les associations de santé intégrée dans ses attributions, avec voix consultative.

Art. 10. Le bureau peut appeler tout ou partie des membres de la Commission pour ses travaux.

CHAPITRE IV. — *Du fonctionnement de la Commission*

Art. 11. Seuls les points inscrits à l'ordre du jour joints à la convocation peuvent être valablement soumis au vote.

Toutefois, sur proposition du bureau ou en cas d'extrême urgence dûment motivée, un point peut être ajouté à l'ordre du jour en séance dès lors que les membres présents ont accepté de l'examiner.

Art. 12. § 1^{er}. La Commission ne peut émettre valablement un avis ou faire un rapport qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle de la présidence est prépondérante.

§ 2. Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans la quinzaine qui suit. Pour le point réinscrit à l'ordre du jour, la majorité simple des membres présents est requise.

Si un membre s'absente de la Commission trois fois de suite et sans en informer son suppléant, il est interpellé par la présidence qui peut, en fonction des explications données par le membre concerné, proposer sa démission au Ministre.

§ 3. Le résultat du vote est joint à l'avis; à sa demande, la minorité peut joindre à l'avis de la majorité une note précisant son point de vue.

Art. 13. Aucun membre de la Commission, directement intéressé à une demande d'avis soumise à la Commission - parce que membre du pouvoir organisateur ou du personnel de l'association de santé intégrée demanderesse - ne peut prendre part ni à la présentation de la demande, ni au débat ou au vote relatif à l'avis concernant cette demande.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou plusieurs membre(s) est contestée, la Commission en délibère en présence de ce(s) membre(s).

En cas de parité des voix, la décision appartient à la présidence.

Art. 14. Si la Commission l'estime nécessaire, elle peut inviter l'association de santé intégrée dont le dossier est inscrit à l'ordre du jour en vue d'obtenir des informations supplémentaires ou complémentaires.

Lorsqu'il s'agit d'une association de santé intégrée dont un membre fait partie de la Commission, celui-ci peut être invité à entrer en séance pour délivrer les informations supplémentaires ou complémentaires souhaitées.

Art. 15. § 1^{er}. La Commission se réunit, de préférence, dans les locaux de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, sis avenue Bovesse 100, à 5100 Jambes, siège du secrétariat.

§ 2. En cas d'inaccessibilité de ces locaux, elle peut se réunir en tout autre lieu choisi par le bureau.

Dans ce cas, la présidence communique au secrétariat de la Commission la liste des membres présents dès le lendemain de l'assemblée plénière, accompagnée des demandes de frais de parcours.

Le procès-verbal est rédigé par le membre de la Commission désignée par celle-ci, en cas d'impossibilité pour l'administration d'assurer le secrétariat dans les conditions prévues par le bureau. Il est communiqué au secrétariat par ce membre pour être joint à la plus prochaine convocation.

Art. 16. En cas d'empêchement de la présidence et de la vice-présidence, leurs attributions sont exercées par le membre le plus âgé.

Art. 17. Le membre effectif a l'obligation d'avertir son suppléant de son absence et de la nécessité de son remplacement.

Le membre suppléant ne participe au vote qu'en l'absence du membre effectif dont il est suppléant.

Il peut cependant assister à toutes les assemblées de la Commission.

Art. 18. La Commission siège à huis clos.

Art. 19. Tant que le Ministre n'a pas statué sur un projet soumis à la Commission, l'avis de celle-ci ne peut être divulgué à quiconque.

Art. 20. La Commission peut faire appel à des experts qu'elle désigne.

Les experts ne peuvent être présents lors des votes.

Art. 21. Le président de séance ouvre les débats, les dirige et les clôture.

Il assure le bon fonctionnement de la séance, accorde, refuse ou retire la parole et maintient l'ordre.

Art. 22. Les votes ont lieu à main levée, sauf s'ils concernent des personnes; dans ce dernier cas, ils ont lieu à scrutin secret.

Le membre qui s'abstient, peut motiver son abstention, laquelle est actée au procès-verbal.

Art. 23. § 1^{er}. Le secrétariat établit le projet de procès-verbal et, s'il échet, d'avis motivé.

Le procès-verbal indique le nom des membres présents, des membres excusés ou ayant quitté les travaux en cours de séance.

Il indique aussi les noms et qualités des experts invités ou des personnes entendues.

Le procès-verbal relate succinctement les débats et reprend les résultats des votes.

§ 2. Le procès-verbal et les avis motivés sont approuvés à l'ouverture de chaque séance et signés par le président de séance et son secrétariat.

Ils sont conservés au siège de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

§ 3. La Commission peut, dans les cas d'urgence motivée, approuver séance tenante tout ou partie du procès-verbal ou d'un avis motivé.

§ 4. Sur décision de la Commission, le procès-verbal ou l'avis motivé est transmis aux membres, lesquels, dans un délai déterminé, transmettent leurs observations au secrétariat. A défaut de réaction, le procès-verbal ou l'avis motivé est considéré comme approuvé et communication en est faite aux membres soit à la plus prochaine séance, soit par courrier.

CHAPITRE V. — *Des groupes de travail*

Art. 24. Pour remplir sa mission, la Commission peut constituer des groupes de travail soit permanents, soit temporaires à l'occasion d'un problème spécifique ou dans le cadre d'une demande d'avis formulée par le Gouvernement ou le Ministre.

Dans le cadre de ces groupes de travail, elle peut faire appel à des experts.

Art. 25. Les membres de la Commission peuvent faire partie des groupes de travail.

Les membres - extérieurs à la Commission - invités à un groupe de travail déterminé le sont en fonction de leur compétence et à titre personnel, sur proposition de la présidence du groupe de travail et avec l'accord du bureau.

Le bureau, après avoir pris avis de la présidence du groupe de travail, peut être amené à limiter le nombre de membres des groupes de travail selon les matières étudiées.

La désignation des experts fait l'objet d'une décision de la Commission.

Art. 26. A l'exception des procès-verbaux, les documents des groupes de travail sont envoyés uniquement aux membres de ces groupes.

Les autres membres de la Commission peuvent prendre connaissance des documents au secrétariat sur demande.

Art. 27. Le membre qui s'absente des réunions d'un groupe de travail trois fois consécutivement, est considéré comme démissionnaire du groupe de travail.

Art. 28. Le secrétariat de la Commission organise pratiquement les activités des groupes de travail, dans la mesure des moyens qui lui sont affectés par le Gouvernement.

Art. 29. Les présidents des groupes de travail permanents sont désignés par la Commission sur proposition du bureau.

La présidence de la Commission peut assister de plein droit à toutes les réunions des différents groupes de travail et éventuellement les présider.

Art. 30. Un rapport trimestriel de chaque groupe de travail est transmis au bureau et à la Commission, pour approbation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3316

[2004/202634]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen, alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 juni 2002 en 26 augustus 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 tot benoeming van de leden van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

Gelet op het advies van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen, gegeven op 21 april 2004;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen is door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 3. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen
Huishoudelijk reglement

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen wordt hierna "de Commissie" genoemd.

Art. 2. De Commissie legt de kalender van de gewone vergaderingen op gezette tijden vast.

Art. 3. Een verzameling van de decretale en reglementaire teksten die op de geïntegreerde gezondheidsverenigingen toepasselijk zijn alsmede de van kracht zijnde omzendbrieven worden door het secretariaat van de Commissie ter inzage gelegd van alle gewone en plaatsvervangende leden. Het secretariaat geeft hen kennis van elke aangebrachte wijziging.

Art. 4. De Commissie geeft het door de Minister gevraagde advies binnen twee maanden, behoudens andersluidende bepaling en behalve als de Minister een andere termijn heeft vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — *Oproepingen*

Art. 5. De leden van de Commissie en de personen die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen worden door het secretariaat op verzoek van de voorzitter opgeroepen met inachtneming van de door de Commissie vastgelegde kalender.

Elke andere door de Commissie aangewezen persoon wordt eveneens door het secretariaat opgeroepen.

Art. 6. De oproeping wordt minstens acht dagen vóór de vergadering naar de gewone en plaatsvervangende leden gestuurd.

Ze vermeldt de plaats en het uur, alsook de agenda.

Ze gaat vergezeld van de eventuele voorbereidingsnota's voor elk van de agendapunten.

De notulen van de vorige vergadering worden bij de oproeping gevoegd als ze nog niet verzonden zijn.

De oproepingen worden naar het door de leden meegedeeld adres gestuurd.

In dringende gevallen kan de termijn van acht dagen ingekort worden.

Art. 7. De leden die bijkomende informatie over de agendapunten wensen te verkrijgen of mee te delen, richten zich tot het secretariaat van de Commissie met het oog op de verspreiding ervan.

HOOFDSTUK III. — *Oprichting van een bureau en werking ervan*

Art. 8. § 1. Binnen de Commissie wordt een bureau opgericht dat belast wordt met de organisatie en de coördinatie van de werkzaamheden.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Commissie voor en zorgt voor de mededeling van de door de Commissie aangenomen voorstellen of adviezen.

Naast de adviesverzoeken van de Minister kan het bureau zelf adviesverzoeken formuleren en aan de Commissie overleggen.

§ 2. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitter, alsook uit drie leden die respectievelijk de paramedische beroepen, de mutualiteiten en de huisartsen vertegenwoordigen.

Om samenhang met de vorige werkzaamheden te waarborgen, neemt de voorzitter van de vorige Commissie aan het bureau deel als vaste uitgenodigde.

Bij verhindering van de voorzitter wordt het voorzitterschap van de zittingen door de ondervoorzitter waargenomen en, bij diens verhindering, door het oudste lid dat aanwezig is.

§ 3. Het bureau vergadert vóór de plenaire vergadering, behalve als het onmogelijk is.

Het bepaalt de wijzigingen in de agenda die eventueel aan de Commissie voorgelegd worden.

§ 4. Het bureau heeft geen beslissende rol en werkt bij wijze van consensus.

In geval van onenigheid tussen de leden van het bureau treedt de voorzitter als scheidsrechter op.

Art. 9. De twee vertegenwoordigers van de administratie worden uitgenodigd op de vergaderingen van het bureau.

Een vertegenwoordiger aangewezen door de Minister die voor van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen bevoegd is, heeft eveneens zitting in het bureau met raadgevende stem.

Art. 10. Het bureau kan alle leden van de Commissie of een deel ervan voor zijn werkzaamheden oproepen.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van de Commissie*

Art. 11. Alleen de bij de oproeping gevoegde agendapunten kunnen op geldige wijze aan de stemming onderworpen worden.

Op voorstel van het bureau of in geval van behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid mag een punt tijdens de zitting op de agenda geplaatst worden als de aanwezige leden bereid zijn het te onderzoeken.

Art. 12. § 1. De Commissie kan pas op geldelijke wijze advies of verslag uitbrengen als minstens de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. Als het aanwezigheidsquorum niet gehaald wordt, worden de leden opnieuw opgeroepen, uiterlijk binnen de volgende vijftien dagen. Het punt dat opnieuw op de agenda geplaatst wordt vereist de gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Het lid dat de Commissie drie keer achtereenvolgens niet bijwoont zonder zijn plaatsvervanger te verwittigen, wordt aangemamd door de voorzitter, die op grond van de door het lid verstrekte uitleg diens ontslag aan de Minister kan voorstellen.

§ 3. De uitslag van de stemming wordt bij het advies gevoegd; de minderheid kan het advies van de meerderheid op haar verzoek vergezeld laten gaan van een nota waarin haar standpunt vermeld wordt.

Art. 13. Een lid van de Commissie dat een rechtstreeks belang heeft bij een aan de Commissie overgelegd adviesverzoek - omdat het lid is van de inrichtende macht of van het personeel van de verzoekende geïntegreerde gezondheidsvereniging - mag niet deelnemen aan de overlegging van het verzoek, noch aan het debat of aan de stemming over het advies betreffende dat verzoek.

Bij betwisting van het bestaan van een rechtstreeks belang uit hoofde van één of meer leden beraadslaagt de Commissie in de aanwezigheid van dat lid (die leden).

Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 14. Als de Commissie het nodig acht, kan ze de geïntegreerde gezondheidsvereniging waarvan het dossier op de agenda staat verzoeken om bijkomende of aanvullende gegevens.

Als het gaat om een geïntegreerde gezondheidsvereniging waarvan een lid deel uitmaakt van de Commissie, kan dat lid op de zitting uitgenodigd worden om de gewenste bijkomende of aanvullende gegevens te verstrekken.

Art. 15. § 1. De Commissie vergadert bij voorkeur in de lokalen van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid avenue Bovesse 100, te 5100 Jambes, zetel van het secretariaat.

§ 2. Als de lokalen niet toegankelijk zijn, kan ze vergaderen op elke plaats die het bureau kiest.

In dat geval maakt de voorzitter de dag na de plenaire vergadering de lijst van de aanwezige leden over aan het secretariaat van de Commissie, samen met de aanvragen om reiskostenvergoeding.

De notulen worden opgesteld door het lid van de Commissie dat door haar aangewezen wordt als de administratie het secretariaat onmogelijk kan waarnemen onder de voorwaarden waarin het bureau voorziet. Ze worden door bedoeld lid aan het secretariaat overgemaakt om bij de eerstkomende oproeping gevoegd te worden.

Art. 16. Bij verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter worden hun bevoegdheden door het oudste lid uitgeoefend.

Art. 17. Een gewoon lid is verplicht zijn plaatsvervanger kennis te geven van zijn afwezigheid en van de noodzaak in zijn vervanging te voorzien.

Het plaatsvervangend lid neemt slechts deel aan de stemming bij afwezigheid van het gewoon lid dat het vervangt.

Het mag alle vergaderingen van de Commissie bijwonen.

Art. 18. De Commissie heeft zitting met gesloten deuren.

Art. 19. Zolang de Minister zich niet uitgesproken heeft over een aan de Commissie voorgelegd project, mag het advies van de Commissie niet onthuld worden.

Art. 20. De Commissie kan een beroep doen op deskundigen die ze aanwijst.

De deskundigen mogen niet aanwezig zijn op de stemmingen.

Art. 21. De voorzitter van de zitting opent, leidt en sluit de debatten.

Hij ziet toe op de vlotte werking van de zitting, geeft, weigert of ontleent het woord en handhaaft de orde.

Art. 22. De stemmingen gebeuren bij handopsteken, behalve als ze betrekking hebben op personen; in dat geval zijn ze geheim.

Art. 23. § 1. Het secretariaat stelt het ontwerp van notulen op en, desgevallend, van gemotiveerd advies.

De notulen vermelden de naam van de aanwezige leden, van de verontschuldigde leden of van de leden die de werkzaamheden in de loop van de zitting hebben verlaten.

Ze vermelden eveneens de naam en de hoedanigheden van de uitgenodigde deskundigen of van de gehoorde personen.

De notulen bevatten een kort verslag over de debatten en vermelden de uitslagen van de stemmingen.

§ 2. De notulen en de gemotiveerde adviezen worden goedgekeurd bij de opening van elke zitting en ondertekend door de voorzitter van de zitting en diens secretariaat.

Ze worden bewaard op de zetel van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

§ 3. De Commissie kan in de gevallen van gemotiveerde hoogdringendheid een deel of een gedeelte van de notulen of van een gemotiveerd advies tijdens de zitting goedkeuren.

§ 4. Na beslissing van de Commissie worden de notulen of het gemotiveerde advies overgemaakt aan de leden, die hun opmerkingen binnen een vastgelegde termijn aan het secretariaat overmaken. Bij gebrek aan reactie worden de notulen of het gemotiveerde advies geacht goedgekeurd te zijn en worden de leden daarvan in kennis gesteld, hetzij op eerstvolgende zitting, hetzij per post.

HOOFDSTUK V. — *Werkgroepen*

Art. 24. Om haar opdrachten te vervullen kan de Commissie hetzij vaste, hetzij tijdelijke werkgroepen oprichten als zich een specifiek probleem voordoet of in het kader van een adviesverzoek van de Regering of de Minister.

In het kader van die werkgroepen kan ze een beroep doen op deskundigen.

Art. 25. De leden van de Commissie mogen deel uitmaken van de werkgroepen.

De leden - die niet deel uitmaken van de Commissie - die voor een welbepaalde werkgroep uitgenodigd worden, worden vanwege hun bevoegdheden en persoonlijk uitgenodigd op de voordracht van de voorzitter van de werkgroep en met de instemming van het bureau.

Het bureau kan na advies van de voorzitter van de werkgroep ertoe gedwongen worden het aantal leden van de werkgroepen te beperken naar gelang van de onderzochte vraagstukken.

De Commissie beslist over de aanwijzing van de deskundigen.

Art. 26. Met uitzondering van de notulen worden de stukken van de werkgroepen alleen naar de leden van die groepen gestuurd.

De overige leden van de Commissie kunnen de stukken op verzoek op het secretariaat inkijken.

Art. 27. Het lid dat drie achtereenvolgende vergaderingen van een werkgroep mist, wordt als ontslagnemend beschouwd.

Art. 28. Het secretariaat van de Commissie staat in voor de praktische organisatie van de activiteiten van de werkgroepen, met inachtneming van de middelen die de Regering hem toewijst.

Art. 29. De voorzitters van de vaste werkgroepen worden door de Commissie aangewezen op de voordracht van het bureau.

De voorzitter van de Commissie mag van rechtswege deelnemen aan alle vergaderingen van de verschillende werkgroepen en er eventueel het voorzitterschap van waarnemen.

Art. 30. Een driemaandelijks verslag van elke werkgroep wordt ter goedkeuring aan het bureau en aan de Commissie voorgelegd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3317

[2004/202635]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon transférant la propriété de certains biens immeubles de la Région wallonne à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 4^o, 5 et 9;

Vu le décret du 4 mai 1995 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, tel que modifié par l'avenant du 4 juin 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001 relatif au transfert de la propriété de certains biens immeubles à la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juin 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 juin 2004;

Considérant le transfert de propriété de trois immeubles de la Communauté française à la Région wallonne, tel que prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001 précité;

Considérant que ces trois biens immeubles sont nécessaires à l'exercice des missions confiées à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, organisme d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment celles prévues à l'article 5, § 1^{er}, 1^o et 3^o, du décret organique du 17 juillet 2003, à savoir l'organisation de formations en alternance et de formations continues pour les indépendants et les petites et moyennes entreprises;

Que d'ailleurs, ces trois immeubles sont actuellement affectés à l'Institut qui les met lui-même à la disposition de centres de formation;

Considérant dès lors que la propriété de ces trois biens doit être transférée spécifiquement à cet Institut afin de lui permettre de poursuivre l'accomplissement de ses missions;

Sur proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La Région wallonne transfère, sans indemnité, à l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, la pleine propriété des biens suivants :

1^o ville de Tournai : un centre de formation sis rue Guillaume Charlier 132, cadastré ou l'ayant été à Tournai, 2^e division, section A, n^o 66 R 2 pour une contenance de trente-neuf ares et quatre-vingt centiares (39 a 80 ca);

2^o ville de Namur : un centre de formation sis rue Henri Lemaître 69, cadastré ou l'ayant été à Namur, 2^e division, section G, n^o 218 M 5 pour une contenance de six ares et trente et un centiares (6 a 31 ca);

3^o ville de Liège : un centre de formation sis rue Saint Gilles 452, cadastré ou l'ayant été à Liège, 13^e division, section E, n^o 117 H pour une contenance de trente-huit ares et septante-huit centiares (38 a 78 ca).

Art. 2. Le transfert des biens visés à l'article 1^{er} est réalisé de plein droit. Il est opposable aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1^{er} juillet 2004.

Art. 4. Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD